

**Session des 6 et 7 février 2017**

**BP 2017**

**Introduction de Grégory Blanc**

Monsieur le Président, Cher-e-s Collègues,

2017 s'ouvre sur le seuil d'un champ d'incertitudes sans équivalent. Au-delà des convulsions du monde, inscrites dans un temps long, liées aux mutations numériques, au défi climatique, à ces flux migratoires inconnus depuis la Renaissance, aux enjeux énergétiques de l'après-pétrole, il y a aussi le court et moyen terme : l'élection de Trump, le Brexit, l'instabilité des pays européens,... ils posent devant nous des problèmes économiques et politiques sérieux.

**Au niveau économique.** Les tensions inflationnistes et les replis nationalistes prédisent une remontée des taux d'intérêt. Aux Etats-Unis, le cycle est enclenché. La BCE nous y prépare pour l'Europe. Nous avons déjà pris un point d'intérêt en quelques mois. Pour la France, cette hausse correspond à 7Mds € à trouver au budget.

Pour notre Département, quelles conséquences ? Pour nos dotations mais aussi au regard de notre Dette ? **Structurellement, notre collectivité a un passif trop lourd de 100 M€ par rapport à sa capacité de remboursement. Quel impact en période de hausse des taux, alors même que chaque année, pas d'autre choix que d'emprunter d'un côté ce qui est remboursé de l'autre?** Le désendettement est un enjeu majeur. Il nous faut des projections et la commission des finances doit se réunir plus régulièrement qu'à la seule veille des sessions pour s'en saisir.

**Au niveau politique.** A 2 mois et demi de la Présidentielle, nous sommes toujours en plein brouillard. Quid des dotations aux collectivités et quid de la réforme des finances locales ? Comment assumer pleinement nos missions récemment clarifiées par la Loi NOTRe ?

Nous sommes élus de ce Département et avons besoin de plus de lisibilité pour agir. **Il devient désormais urgent de clarifier le volet « finance » après que la loi NOTRe ait enfin clarifié le volet « compétence ».** Parce qu'aujourd'hui, plus personne n'y comprend rien.

Je voudrais illustrer ce problème de fond, très concret quand on voit par exemple les débats autour du RSA. Les décentralisations Raffarin de 2004 ont profondément modifié l'action des Départements avec le transfert des allocations de solidarité, des routes nationales, des pompiers.

Pour financer le transfert du RSA, le Département s'est vu attribuer une fraction de TIPP, qui n'a rapidement pas suffi. A donc été créé le FMDI, puis de nouveau : transfert d'une fraction de TIPP devenue entre-temps la TICPE, puis il y a eu la réforme de 2011 avec suppression de la TP et de la TH, instauration de fonds de péréquations horizontales, transfert de nouvelles fractions de taxes sur les assurances, et puis -sous le gouvernement Ayrault- pour essayer de passer le cap des fins de mois, on nous a permis de relever une part des droit de mutation, sans dissocier le RSA des autres allocations. Je ne parle même pas de la création depuis 2011 de fonds qui conserve le nom « d'urgence », mais sont en réalité devenus permanents.

Parallèlement, en 2010, il y a eu la Réforme Laffineur de la Taxe professionnelle, qui a généré une véritable usine à gaz, comme nous le disions déjà à l'époque, avec entre autre la création du FNGIR, auquel est adossé une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (la DCRTP), parce qu'à l'époque, le compte n'y étant pas, il a fallu créer disposition sur disposition pour que tout le monde s'y retrouve. Or, aujourd'hui, pour tenir les enveloppes, Bercy s'attaque aux compensations des collectivités, c'est-à-dire pour nous à cette fameuse DCRTP...

**Tout ceci est devenu illisible. A force de colmater avec des bouts de ficelles, les plus grands experts finissent eux-mêmes par s'emmêler...**

**Comment remettre à plat nos dispositifs de solidarité et avoir un débat sérieux, serein, sans clarifier les logiques financières qui les sous-tendent ?** Les candidats à la Présidentielle, quels qu'ils soient, seraient bien inspirés de s'attaquer à ce problème.

Ce n'est pas bling bling dans les programmes, c'est pourtant un sujet central pour assurer nos missions de cohésion dans nos territoires. Chacun doit savoir à quoi sert l'impôt, comment est financé tel ou tel dispositif ?

Voilà pourquoi nous déposons un vœu à l'attention de l'ADF, pour qu'elle interpelle les différents candidats sur l'urgence de clarifier et d'agir.

### **Il y a donc ce budget 2017.**

Il est sans aucun doute le plus compliqué à bâtir.

Nous notons avec satisfaction que plusieurs de nos propositions des années passées sont reprises, alors même qu'elles ne recueillaient que des sourires sarcastiques lors de leur formulation.

- **Le Budget de la prévention spécialisée n'est ainsi pas descendu à 1M€, et vous avez revu le pilotage de ce dispositif.** Ce n'est pas suffisant, mais nous saluons le travail effectué.
- Les clubs de sport amateur ont désormais la possibilité de déposer des projets utiles à la cohésion dans les territoires. **Nous avons demandé un volume de 200 000€, c'est désormais chose faite.** Attention toutefois à ne pas fragiliser les autres aspects du sport amateur.
- Enfin les ventes. Il y a 10 ans, Jean-Luc Rotureau évoquait pour notre groupe la nécessité de vendre les bâtiments non stratégiques face à l'envolée de l'endettement. Avec votre arrivée, il y a eu une clarification.

L'an passé nous demandions à aller plus loin dans la vente des « bijoux de famille » non stratégiques pour assumer nos missions. Après les bâtiments qui dorment, il faut vendre les parts de société satellites qui n'entrent pas dans l'exercice de nos compétences. C'est le cas pour la SEMADE, devenue Alter éco, désormais inscrite au budget 2017. Là aussi, cela va dans le bon sens, même si ça ne va pas assez loin.

Mais au regard de ce lourd passif, de ce surendettement non maîtrisé de 2004 à 2014 et qui pèse sur nos têtes comme une épée de Damoclès, il est vital d'aller plus vite quant au recentrage sur notre cœur de métier.

1. **Il faut assurer l'investissement minimum et rompre avec le surendettement**, il faut vendre jusqu'aux plus historiques des bijoux de famille. A quoi sert-il aujourd'hui de conserver 28,84% des parts de l'ex Sodemel quand nous n'avons plus les moyens de porter de nouvelles infrastructures ? Même chose pour d'autres satellites ! Cela permettra de financer une part des besoins urgents et qui ne sont pas financés dans routes et les collèges.
2. **Se recentrer sur notre cœur de métier, c'est aussi assumer clairement nos missions de prévention**, et pour éviter demain de trop fortes augmentations des prises en charge, pour réparer. C'est vrai en matière d'autonomie comme en enfance-famille, où nous devons favoriser le maintien et l'accompagnement à domicile plutôt que les coûteuses prises en charge en établissement.
3. **Se recentrer sur notre cœur de métier, c'est également agir concrètement pour une société où chacun peut travailler dans un minimum de dignité**. Le travail est émancipateur dès lors qu'il y a un parcours, une trajectoire de progrès. Nous le redisons, nous avons la possibilité d'agir plus efficacement, et parallèlement, diminuer le nombre d'allocataires RSA.
4. **Agir avec une vision globale et arrêter les positionnements d'opportunité**, toujours par à-coups sec. C'est le cas pour la carte scolaire : la remise à plat doit se faire avec une lecture de tout le Maine-et-Loire, et non comme nous venons de le vivre pour le seul secteur de St Florent/ Beaupréau. Au final, beaucoup de mousse sur l'impact du collège de Varades, un nouveau recul et beaucoup d'énergie de perdu. Sur tous les sujets de notre responsabilité, nous devons prendre le recul nécessaire pour envisager les choses sur le temps long. Carte scolaire, réforme des MDS, maisons de retraite,... voilà des sujets sur lesquels le travail doit être plus serein et moins susciter les polémiques.

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

Vu la situation financière de la collectivité et vu les contraintes nationales et financières qui s'accumulent, nous devons agir plus radicalement, recentrer plus activement la collectivité sur son cœur de métier. Augmenter les impôts sans assurer le devenir de nos infrastructures routières et des collèges n'est pas possible, surtout quand il reste des marges des manœuvres.

Ce lourd passif, fruit d'une décennie folle, pèse sur nos têtes, nous ne voterons pas cette hausse d'impôts sans une volonté claire de mieux assumer nos missions.

Voilà l'objet de notre travail collectif, indispensable pour éclairer le débat public et les choix de chacun. Nous le défendrons à travers nos différents amendements.